



CHSCTA du 2 Octobre 2018

Déclaration liminaire de la FNEC-FP-FO

Madame la DRH, mesdames et messieurs les membres du CHSCT Académique,

La FNEC-FP-FO n'a d'autre choix que d'inscrire cette déclaration dans l'ampleur des mesures et des contre-réformes qui sont en passe de détruire notre modèle social. Les droits collectifs et sociaux, tout autant fondamentaux que les droits politiques, ne sont plus considérés que comme des obstacles au grand marché concurrentiel que préparent le gouvernement, la troïka et autres organisations. L'école de la République n'est pour le premier qu'un frein dans la course à l'autolimitation de son d'action au mépris du pacte républicain, et pour les autres qu'une juteuse friche industrielle et commerciale.

Alors que 26 milliards de cadeaux ont été accordés au patronat en un an, sans contrepartie aucune, la loi de finances pour 2019, dans le sillon d' « Action Publique 2022 » prépare un nouveau plan d'austérité traduit par plusieurs milliers de suppressions de postes dans la Fonction publique, par le démantèlement des services et des missions, le désengagement de l'Etat et une territorialisation accrue, voire une privatisation des services. Quant à l'école de 2022, pour le ministre Blanquer, elle est celle de la confiance, mais à qui l'assure-t-il ? A qui la demande-t-il cette confiance avec ses 3000 suppressions de postes, avec la multiplication des contractuels précarisés. ? Derrière la grossière ficelle de langage, une seule visée, à l'instar du privé, la baisse du coût du travail dans l'Éducation nationale au mépris de la qualité de ce service public qui ne peut être réduit à une simple ligne budgétaire. Mais tout cela emporte une autre logique, nécessaire à la mise en place de ce plan, celle de la dérégulation. Dérégulation par une attaque sans précédent contre le statut général des fonctionnaires, par l'individualisation des carrières au détriment des règles collectives de gestion, par la mise en place d'un plan de départ volontaire pour les fonctionnaires. Dérégulation encore par « l'amélioration du dialogue social », autre effet de langue insultant, qui ne signifie rien de moins que la

liquidation des instances représentatives des personnels : disparition des CHSCT fusionnés avec les CT, elles-mêmes stérilisées selon un plan annoncé le 25 mai par le ministre de l'Action et des Comptes publics qui prévoit que la mobilité et la promotion ne seraient plus traitées dans des CAP, dès lors véritables coquilles vidées de leur substance.

Mais tout va bien, puisque l'« observatoire du pouvoir d'achat », va venir constater pour les personnels ce qu'ils vivent depuis des années, que leur traitement est gelé et que leur pouvoir d'achat a chuté de 16% depuis 2000. Pour pallier cette injustice, on nous sert encore une fois du mépris par l'imposition d'une deuxième heure supplémentaire. Oui, mais exonérée de cotisations salariales. De qui se moque-t-on ? Si l'on ajoute à cela l'incertitude et l'angoisse que génèrent, à juste titre, les réformes du lycée et de la voie professionnelle, la fusion annoncée des académies et des services rectoraux, dont nous avons un exemple criant à Caen-Rouen, la fermeture des CIO, l'état de sidération dans lequel se trouvent beaucoup de collègues touchés par PPCR, que certaines organisations siégeant dans cette instance ont voulu et accompagné, vous comprendrez que l'École de demain soit, pour la FNEC-FP-FO et un nombre grandissant de personnels, celle de la défiance.

Nous entendons déjà votre réponse, ou plutôt votre refus de répondre au prétexte que toutes ces critiques d'ordre général ne concernent en rien ce comité. Pourtant, nous savons tous ici pertinemment que toutes ces réformes, ce recul des droits sociaux et collectifs, ce délitement du pouvoir d'achat se traduisent par une dégradation des conditions de travail, de vie et de l'image que les personnels ont d'eux-mêmes et de l'Institution. Pouvons-nous sincèrement ignorer cela ? Il n'y a qu'à lire ce qu'ont exprimé, ce qu'exprime la plupart des fiches SST portées devant cette instance, comme la plupart des témoignages recueillis durant les visites et les GT, ils sont un signal d'alarme voire un appel au secours en direction de l'employeur. Qu'ont exprimé les collègues de Leygues/Couffignal, de l'EREA Brémontier, du CIO de Cenon ? Plus que jamais, la FNEC-FP-FO affirme que cette instance est bien l'échelon réglementaire dans lequel doivent se traiter ces fiches, et elle n'acceptera pas qu'elles soient galvaudées, minimisées ou balayées. Oui, notre organisation se préoccupe des élèves, pour reprendre le dernier PV, mais nous siégeons en tant que représentants des personnels d'une organisation syndicale afin de défendre leurs intérêts moraux et matériels et c'est à ce titre et dans cette optique que nous agissons. Nous refusons d'être les instruments, les accompagnateurs d'une politique d'hygiène et sécurité qui n'est du ressort que de l'employeur.

Concernant cette année cruciale, la FNEC-FP-FO demande de manière officielle à ce soit mise en place une politique d'évaluation de PPCR et de ces

conséquences sur les personnels. Elle leur conseille de remplir des fiches SST s'ils se sentent lésés de quelque manière que ce soit par ce protocole dont elle n'a eu de cesse de dénoncer les conséquences néfastes prévisibles. A ce propos nous souhaitons des explications sur la note envoyée dans les établissements qui semble changer le mode de remontée des demandes de révision. Par ailleurs, à la lecture des fiches et à l'aune de nos visites d'établissement, il nous est apparu que, de plus en plus, la parole et l'autorité de l'enseignant étaient à tous les niveaux menacées et remises en cause. Qu'il exclue des élèves, qu'il rédige des rapports, que sa notation soit contestée, ce sont le plus souvent sa gestion de classe ou ses compétences professionnelles les premières à être incriminées et sur lesquelles on lui demande de s'expliquer. Nous demandons la mise en place d'un GT « autorité et parole de l'enseignant », dont les modalités seraient à définir, pour que l'on réfléchisse à la manière de redonner du sens et tout son poids à ces pierres angulaires du système éducatif. Il est tout aussi envisageable d'inclure les autres corps et personnels (infirmiers, CPE, AED, AESH, administratifs...) dans cette analyse.

Enfin, pour conclure ce tableau que nous aurions voulu moins sombre, et comme point d'appui pour lutter contre ce qui est en route, la FNEC-FP-FO avec la CGT, Solidaires, l'UNEF, l'UNL et maintenant la FSU appellent à se mobiliser et à la grève le 9 octobre prochain avec tous les salariés du privé et du public, les lycéens et les étudiants afin de préparer le rapport de force sur ses revendications :

- Non au démantèlement de l'Education nationale, non à la fusion des académies
- Retrait des réformes du baccalauréat, du lycée et de la voie professionnelle
- Abandon des politiques de suppressions de postes
- Création des postes statutaires nécessaires, titularisation des personnels contractuels
- Abandon des mesures PPCR
- Augmentation de la valeur du point d'indice de 16%
- Non au régime universel de retraites par points, maintien du Code des Pensions

Nous vous remercions pour votre écoute.

Isabelle Haye
Pedro Sanchez